

**Edito du journal du 27 février 2008****Accord de libre-échange avec l'UE****Serait-ce du vent ?**

L'accord de libre-échange avec l'Union européenne s'est fréquemment retrouvé à la «une» des médias. Comme si le Département de l'économie cherchait à faire le forcing. Que cherche-t-on à nous vendre? Etre concurrentiels avec nos collègues de l'UE, augmenter les exportations et gagner des parts de marchés; voici les mots clés. Cet accord, selon l'Union suisse des paysans, pourrait, dans le meilleur des cas, provoquer une baisse du revenu du travail de 65%. Le département de l'économie prévoit pour sa part que la baisse de 25% des prix aux consommateurs et que le gain d'efficience dans la filière permettrait d'augmenter le PIB de 0.5%. Ces chiffres tendent à nous faire penser que la survie agricole passerait par une réduction drastique et généralisée de nos prix. Là où les choses se compliquent, c'est que l'on veut nous faire croire que nos produits sont interchangeables avec ceux de l'Union européenne et que si nous ne baissons pas nos prix, les acheteurs iront tout simplement se fournir à l'étranger. Selon nous, tel n'est pas le cas; nos produits ont une qualité particulière qui correspond aux attentes de nos consommateurs. Il se peut qu'une partie de la quantité produite, disons 30% pour être généreux, pourrait se trouver en concurrence directe avec celle de l'Union car nous pourrions la mélanger à la production locale sans que les exigences des consommateurs en pâtissent. Suivant cette théorie, il n'en demeure pas moins que les 70% restant devraient être produits en Suisse. Alors qu'est-ce qui nous empêche de ne produire que ces 70% et d'exiger pour ceux-ci un prix correspondant à la qualité suisse sans laquelle pas une miche de pain ne serait vendue? Cela pourrait être un scénario plausible pour autant que nous ayons les capacités et la volonté de nous organiser et d'imposer un prix «excellence». Puis pour finir, c'est une décision politique... et climatique: pour importer 30% de ce que nous produisons actuellement, il faudrait 56'214 camions de 28 tonnes sur nos routes. Cela correspond à 8% de l'objectif de trafic poids lourd que s'est fixé Moritz Leuenberger pour 2009. Aujourd'hui, les acheteurs ne semblent pas prêts à payer le juste prix pour notre production; ils sont bien plus intéressés à ce que le Conseil fédéral, par les mesures d'accompagnement, se substitue à leur devoir de rémunérer notre travail. Si nous n'y prenons pas garde, accord de libre-échange ou pas, les menaces sur les prix et le discours ambiant nous auront peut-être amenés à réduire nos prix de nous-mêmes. Pas idiots, les distributeurs réussiraient ainsi à obtenir des produits agricoles suisses à un prix «européen», en les vendant au prix suisse au consommateur... sans avoir dû déboursier un sous mais en empochant la différence et sans avaler de kilomètres. Nous comprenons le soucis des consommateurs sur la hausse des prix; notre pays, au lieu de se priver d'entrées financières, devrait s'assurer par une politique sociale durable, que chaque citoyen puisse accéder aux produits locaux. Nous ne sommes pas prêts à faire du dumping social ni environnemental. Pour Uniterre, le succès d'un secteur économique ne se mesure pas à ses exportations, mais au fait que les personnes qui y travaillent reçoivent des prix et des salaires justes et que l'environnement n'en pâtît pas. Ces conditions réunies, nous pourrions alors initier une discussion.